

RÉCLAMONS UNE JUSTICE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE MAINTENANT !

Un plan d'action pour réaliser la justice sexuelle et reproductive pour les femmes, les adolescents, les filles, les personnes trans et non binaires.

RÉCLAMONS UNE JUSTICE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE MAINTENANT !

Ce programme d'action appelle à la réalisation d'une justice sexuelle et reproductive pour les femmes, les adolescents, les filles, les transsexuels et les personnes non-binaires et pour la direction des jeunes féministes des pays du Sud dans l'élaboration de politiques démographiques et de programmes de développement durable qui influent sur nos vies.

RESURJ est une alliance de jeunes féministes qui attirent **l'attention sur les multiples crises résultant du modèle de développement néolibéral : la dégradation écologique, la militarisation, l'occupation, les conflits et les attaques croissantes sur les droits humains** des femmes, l'égalité de genre, l'autonomie physique, les libertés fondamentales, l'éducation laïque, les féministes et activistes, les défenseurs des droits humains.

Notre analyse intersectionnelle examine comment la justice sexuelle et reproductive recoupe la justice sociale, économique et écologique.

Nous nous interrogeons sur la façon dont les lois, les politiques et les programmes en matière de santé sexuelle et reproductive interagissent avec les structures de pouvoir liées au genre, à la classe, la race, l'origine ethnique et au handicap, qui affectent les décisions, les choix, les droits en matière de santé sexuelle et reproductive de tous les peuples.

C'est pourquoi, en tant qu'élément fondamental du programme de justice sexuelle et reproductive, **nous demandons aux décideurs de remédier aux inégalités systémiques et structurelles** qui perpétuent la violence, augmentent la pauvreté, aggravent les inégalités et ont des répercussions sur les femmes, adolescents et filles, sur les transsexuelles et personnes non-binaires et d'autres groupes marginalisés.

La mise en œuvre du programme d'action suivant exige à la fois la volonté politique et le financement pour maintenir les engagements existants.

01

Maintenir une justice sexuelle et reproductive des femmes, adolescents et filles, des transsexuels et des personnes non-binaires, dans toute notre diversité, tout au long de nos vies, pour assurer l'autonomie et l'intégrité physique, les droits humains et les libertés fondamentales.

Garantir le leadership et la participation effectifs des jeunes féministes des pays du Sud à tous les niveaux, dans l'élaboration de politiques et de programmes de développement durable, transparents, justes et responsables qui permettent la réalisation d'une justice sexuelle et reproductive.

02

03

Privilégier les politiques et programmes qui garantissent un accès universel à l'ensemble des services de santé sexuelle et reproductive, qui sont intégrés, de grande qualité, disponibles et accessibles, acceptables pour toutes les femmes, les adolescents et filles, les transsexuels et personnes non-binaires, dans toute notre diversité et tout au long de nos vies. La prestation de services devrait être exempt de stigmatisation, de discrimination, de coercition et de violence, dans le plein respect de l'autonomie physique, de la vie privée, de la confidentialité et du consentement plein et éclairé.

- **Ces services et apports doivent être intégrés dans les services de santé et inclure :**
- des informations complètes sur la sexualité et l'aide psychosociale ;
- des contraceptifs modernes notamment la contraception d'urgence, la prophylaxie post-exposition, les préservatifs masculins et féminins, les microbicides, les technologies et les vaccins de prévention contrôlés par les femmes ;
- des informations sur l'avortement sans risque, des apports et services, des soins post-avortement ;
- des technologies de procréation assistée, des thérapies hormonales, des interventions médicales de transition de genre ;
- de la prévention, des conseils, un dépistage volontaire et confidentiel, des traitements, le traitement et
- des soins au VIH ainsi que des autres ISTles soins durant la grossesse, y compris les soins prénatals et post-natals, l'accouchement médicalisé, les systèmes d'orientation, les soins obstétriques d'urgence ;
- et la prévention, le traitement et les soins des cancers génésiques.

04

Assurer et promouvoir une approche positive de la **sexualité des jeunes et des adolescents** qui permette, reconnaisse et respecte leur capacité à prendre des décisions éclairées et indépendantes sur des questions concernant leur autonomie physique, leur plaisir et leurs libertés fondamentales.

05

Offrir une **éducation sexuelle complète** à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, fondée sur les droits humains, l'égalité de genre et l'intégrité physique. Cette éducation et cette information devraient être fondées sur des données, accessibles à tous, adaptées au développement des capacités des enfants et adolescents et elles devraient permettre une plus grande autonomie sur notre prise de décisions et sur nos vies.

06

Soutenir et maintenir un accès illimité aux informations et communications et à d'autres **technologies** qui sont essentielles pour accéder aux informations concernant la santé sexuelle et reproductive et l'expression de la sexualité et du plaisir des femmes, des adolescents et filles, des transsexuels et des personnes non-binaires dans toute notre diversité.

Adopter une approche de la justice et des **droits humains durable et systémique** qui s'attaque aux causes profondes des violations des droits sexuels et reproductifs et qui met en péril l'efficacité des politiques punitives qui continuent de priver et de pénaliser les populations marginalisées.

07

08

Atténuer et inverser l'impact négatif du modèle de développement extra-activiste, néolibéral sur les écosystèmes et les communautés locales, en particulier les femmes et les filles autochtones et rurales. Réglementer et tenir pour responsable les multinationales et les entreprises nationales de connivence avec les acteurs étatiques qui s'engagent dans l'agriculture à grande échelle, l'exploitation minière, les projets géants et l'exploitation forestière commerciale afin de défendre les principes des droits humains, en éliminant l'exploitation du travail, l'accaparement des terres et des ressources.

09

Mettre en place des mécanismes efficaces et **tenir pour responsable les multinationales et les entreprises nationales** des principes de transparence, des droits humains et de la justice écologique. Ces mécanismes doivent mettre un terme aux flux financiers illicites et empêcher l'évasion et la fraude fiscales pour protéger l'assiette fiscale des États, et à leur tour, augmenter les revenus nationaux pour les interventions sociales et pertinentes concernant l'égalité de genre.

10

Résilier les accords commerciaux et de propriété intellectuelle déloyaux et préférentiels, ainsi que les mécanismes de règlement des différends qui érodent l'espace politique des droits sexuels et reproductifs, de la justice économique et écologique. Les principes directeurs et les normes juridiques internationales en matière d'affaires et de droits humains, de commerce, de responsabilité des entreprises et d'obligations extraterritoriales doivent être pleinement utilisés pour contester l'emprise des États et pour s'assurer que les accords commerciaux et le secteur privé ne violent, ne restreignent et n'affaiblissent pas les droits humains et les libertés fondamentales pour tous.

11

Investir dans le renforcement d'un écosystème pluraliste des données qui collecte, systématise, analyse et diffuse des **données quantitatives et qualitatives** afin de surveiller et d'évaluer efficacement les disparités potentielles en matière d'accès aux services sociaux, dans le respect de la confidentialité et de la vie privée. Les données devraient être ventilées par sexe, genre, âge, race, origine ethnique, situation géographique, migration et autres situations.

Garantir et allouer des fonds publics et des ressources aux systèmes de protection sociale et aux infrastructures sociales publiques, y compris les services sexuels et reproductifs. Allouer des budgets progressistes et sensibles à l'égalité de genre aux programmes d'égalité des sexes, de santé et d'éducation. Les États doivent réglementer et / ou revenir sur la privatisation des systèmes de protection sociale afin que les services publics restent un bien public et afin de refuser les accords commerciaux et d'investissement qui empêchent aux États de fournir une protection sociale à tous.

12

13

Fournir un appui financier à un large éventail de programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs, y compris les liens avec les questions économiques et écologiques. Appuyer la création **de mouvements en finançant diverses formes d'organisation** de façon réactive, non conditionnelle, durable et à long-terme.

Membres du RESURJ

Chantal Umuhoza

SPECTRA, Rwanda

Jasmine Lovely George

Hidden Pockets, India

Madiha Latif

Pakistan

Mari-Claire Price

RESURJ, Reino Unido

Marisa Viana

RESURJ, Brasil

Mirta Moragas

Las Ramonas, Paraguay

Nana Abuelsoud

Ikhtyar African Feminist Collective, Egipto

Oriana Lopez Uribe

Balance, México

Sachini Perera

Ghosha, Sri Lanka

Umba Zalira

Growing Ambitions, Malawi

Viva Tatawaqa

DIVA for Equality, Fiji



RESURJ est une alliance transnationale de jeunes féministes basée dans les mouvements de justice sociale du Sud, qui appelle à la réalisation de la justice sexuelle et reproductive pour tous. Nous soutenons la participation significative des jeunes féministes du Sud à l'élaboration et à la promotion de politiques et de programmes de développement transparent, responsable et durable à tous les niveaux.

Année de la publication: 2020